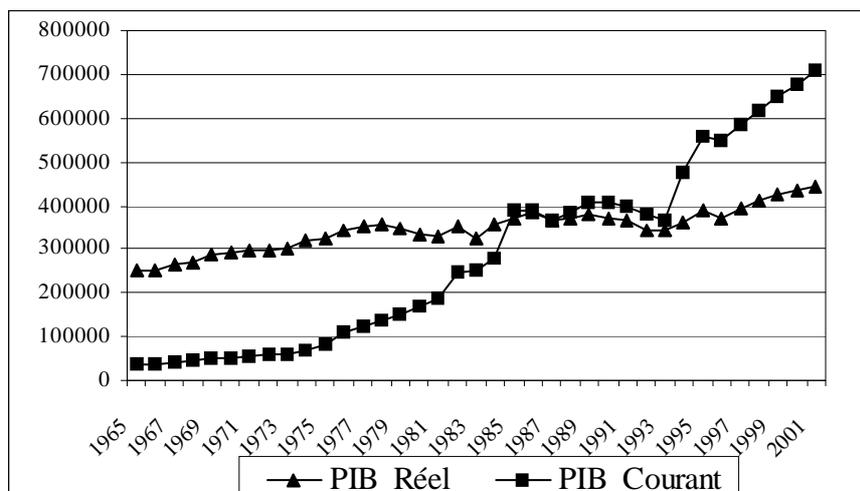


Chapitre 3

Les grandes phases de l'évolution de l'économie centrafricaine de 1960 à 2003

L'économie centrafricaine a connu diverses phases de récessions et de reprises économiques. Ces différentes phases s'articulent de la manière suivante :

Figure 1 : Évolution du PIB réel (prix de 1995) et du PIB nominal de 1965 à 2001



Émergence d'une nouvelle administration et stagnation de l'économie de 1960 à 1966

L'émergence de la nouvelle administration se traduit par le besoin croissant de financements, acquis par des prélèvements autoritaires sur les revenus du monde rural. L'incidence directe d'une telle politique a pour effet de décourager la production agricole et entraîner ainsi dans son sillage la baisse du revenu par habitant.

L'économie centrafricaine en 1960 reposait essentiellement sur le secteur agricole, qui représentait 50 pour cent du PIB et occupait 80 pour cent de la population active. L'indépendance acquise le 13 août 1960 n'a pas modifié la structure générale du monde agricole, dont l'aspect général est celui d'une économie de traite caractéristique de l'activité coloniale.

Les principales cultures d'exportation de l'époque étaient le café et surtout le coton, qui fournissaient 80 pour cent des recettes d'exportation du pays, et sont restées longtemps les principales sources du revenu monétaire des paysans.

Après les indépendances, l'émergence de la nouvelle administration s'est caractérisée par une importante augmentation du nombre des fonctionnaires et agents de l'État, qui passa de 8 500 en 1963 à 11 650 en 1965. Ceux-ci ont bénéficié des salaires élevés soit 30 000 F CFA par mois contre 2 000 F CFA de revenu pour un planteur de coton. Ce qui fit accroître rapidement la part de l'administration dans le PIB qui passa de 13 pour cent à 18 pour cent. Cet accroissement n'est pas sans mot dire sur la charge croissante de la nouvelle administration. L'État sera donc contraint à rechercher par des procédés coercitifs, une augmentation de volume de production agricole tout en prélevant un lourd tribut sur les revenus des paysans.¹ Au début de l'année 1965, un emprunt national obligatoire est lancé ; au courant de la même année, le Président D. Dacko lança la campagne dite du « travail naturel » avec le slogan « faire son travail, c'est faire son devoir », ainsi les paysans se voient contraints à faire des journées gratuites de travaux pour des tâches d'utilité collective.

Les résultats de cette politique furent désastreux pour l'économie. Non seulement le paysan subit à la fois le prélèvement des sociétés cotonnières et celui de l'État pour financer les dépenses de la nouvelle administration, mais il est aussi soumis de nouveau aux travaux forcés. Deux conséquences immédiates s'en sont résultées, on nota :

- une baisse progressive de la production du coton qui passa de 40 000 tonnes de coton graine à la fin des années 50 à 28 000 tonnes entre 1964 et 1965, et à la même époque les autres productions stagnèrent ;
- entre 1960 et 1965, le PIB agricole régressa de 1,4 pour cent par an, entraînant une stagnation de la production globale ; tandis que la population augmentait au rythme de 1,9 pour cent par an, alors on assista au cours de ces premières années d'indépendance à une baisse de revenu par habitant.

En effet, toutes ces politiques ont engendré la réduction de la consommation des ménages (0,82 pour cent de croissance en moyenne annuelle). Par contre la consommation de la nouvelle administration a été relativement soutenue, de même l'investissement. Comme la production intérieure était insuffisante pour satisfaire la demande, on nota un accroissement des importations (7,95 pour cent). Néanmoins, pendant cette période, les exportations se sont accrues à un

rythme supérieur à celui des importations, si bien que la hausse de la demande intérieure ne s'est pas traduite par un déséquilibre de la balance commerciale, d'autant plus que les termes de l'échange étaient légèrement favorables sur la période. Les finances publiques sont restées en équilibre grâce aux recettes d'exportation.

Le boom du secteur cotonnier, le décollage des secteurs miniers et forestiers : croissance et déséquilibre de l'économie de 1967 à 1970

Le boom du secteur cotonnier couplé avec le décollage du secteur minier et le démarrage de l'exploitation forestière constituent les principaux moteurs de la croissance et ont favorisé l'émergence du secteur industriel. La croissance s'est aussi traduite par l'apparition des premiers déséquilibres.

Entre 1967 et 1970, le PIB réel s'est accru de plus de cinq pour cent par an, si on tient compte du taux de la croissance démographique, le taux de croissance réel par an et par habitant était d'environ trois pour cent. Cette croissance était, en fait, tirée par les exportations du coton, du diamant et des bois d'œuvres. C'est ainsi qu'après avoir connu dix années de marasme, la production de coton fibres non égrenés passa de 24 000 tonnes en 1966 à 58 000 tonnes en 1970. Cette hausse est le résultat d'une profonde transformation dans la politique cotonnière par la mise en œuvre par le FED d'un programme de productivité. L'assistance technique aux paysans s'était amplifiée, on a ainsi assisté à la vulgarisation, la motorisation, l'introduction de nouvelles variétés, de fertilisants et d'insecticide, le soutien aux instituts de recherche agronomique.

Il faut aussi noter que l'augmentation des rendements du coton n'est pas liée aux variations des prix. Tout au contraire, le prix au producteur est resté stable de 1966 à 1968 à 28 F CFA le kg pour passer à 30 F CFA en 1969-1970, soit une hausse en terme nominal de 7 pour cent, ce qui correspond à une baisse en terme réel puisque le prix à la consommation a augmenté de 13,4 pour cent.

La rationalisation du transport et le gain de productivité ont fait que le coût au kilogramme du coton égrené est passé de 152,10 F CFA en 1963-1964 à 133 F CFA en 1967-1968. Le coton centrafricain devint pour la première fois ainsi compétitif sur le marché mondial en 1967-1968.

Le décollage de la production diamantifère date du début des années 1960 : de 105 000 carats en 1960, elle passa à 400 000 carats en 1964 puis atteignit le point culminant, jamais retrouvé en 1968, une production de 640 000 carats, elle fut une année exceptionnelle dans l'histoire du diamant centrafricain. Parallèlement à cet accroissement de la production, le prix du diamant a doublé grâce au redressement des cours mondiaux, mais également en raison d'une meilleure qualité des diamants vendus, du fait d'une plus grande proportion des ventes d'origine artisanale. La production artisanale a été autorisée par l'État en 1961. La valeur des exportations de diamants passa de 0,3 milliards de F CFA en 1960

à 4,7 milliards en 1968 (on estimait que les exportations clandestines représentaient 20 à 30 pour cent du total officiel). Cette augmentation de production est due à l'afflux de nouveaux artisans miniers individuels qui ont procuré 90 pour cent de la production en 1968 contre 50 pour cent en 1960. Par contre, la production des compagnies privées qui avait débutée en 1930, régressa fortement en 1965 lorsque le gouvernement de l'époque augmenta le taux de royalties. En 1969, un conflit éclata suite à l'exigence par le gouvernement d'une nouvelle hausse des droits de concession, qui aboutit à l'expulsion des principaux dirigeants des sociétés minières, marquant ainsi le déclin de la production officielle, compensée par l'exploitation artisanale. Pendant la même période, l'État percevait une taxe ad valorem de l'ordre de 15,5 pour cent à l'exportation. La contrebande devint très importante lorsque les diamants furent frappés de moins d'impôts dans les pays limitrophes.

Pendant la même période, la production forestière était destinée à alimenter le marché local et le Tchad. Cette production forestière remonte à 1945. L'exportation date des années 1950. Depuis la fin des années 1960, la Centrafrique exporte du bois vers l'Europe qui achète 50 à 70 pour cent de sa production. Les concessions qui ont été accordées dans les années 1960 entraînèrent une forte expansion du secteur. La production de grumes s'est accrue de 50 pour cent entre 1964 et 1968. À cette date, 25 pour cent des réserves en forêts exploitables sont exploitées par une douzaine de firmes privées en dépit des coûts de transports élevés.

Tirée par les exportations qui connurent une augmentation de huit pour cent par an, la croissance de l'économie évolua à un rythme soutenu de cinq pour cent par an. La production industrielle s'accrut sensiblement sous l'effet d'une demande solvable. La consommation finale augmenta de quatre pour cent par an entre 1967 et 1970. Environ 120 usines fonctionnaient en 1968, employant 1 500 personnes. Dans le même temps, l'investissement s'est accru à un rythme soutenu de 6,4 pour cent par an.

On voit ainsi apparaître les premiers déséquilibres. Le solde des biens et services s'est creusé suite à l'achat des biens d'investissement importés. Il était resté supérieur à 10 pour cent du PIB. Cette évolution défavorable du solde de biens et services est la conséquence de l'accroissement de la demande intérieure, qui s'était traduite par une augmentation du volume des importations conjuguées avec une quasi-stagnation des termes de l'échange. De plus, les finances publiques ont accusé un léger déficit qui atteignit près de trois pour cent du PIB en 1970.

Ralentissement de la croissance entre 1970 et 1975 : échec de la réforme agraire

La réforme agraire initiée par Bokassa et le renvoi des chercheurs et coopérants occidentaux et israéliens ont eu un impact vicieux sur l'économie.

L'objectif principal de la réforme était d'accroître la productivité agricole par une mécanisation accrue, couplée à l'utilisation massive d'engrais, tout en doublant les surfaces cultivées de coton par des déplacements autoritaires des paysans vers des nouveaux sites à haut rendement.

Cette méthode de réforme agraire couplée au renvoi des chercheurs blancs (en créant des centres nationaux de recherche fébriles),² ont eu des effets désastreux sur l'économie en générale. Ils ont influencé durablement l'évolution de l'économie. Car ce fut un échec total, la production du coton ne cessa alors de chuter jusqu'en 1980, passant de 58 000 tonnes en 1970 à moins de 30 000 tonnes en 1980, tandis que celle du café continua de chanceler. Au cours de la même période, le prix mondial du coton s'est amélioré, mais cette hausse de cours n'a pas profité aux producteurs de coton et de café pour lesquels les prix d'achat ont baissé en terme réel.

Par contre, les revenus de cette relative amélioration des termes de l'échange sont affectés à la caisse de stabilisation ou vers l'État, les producteurs de café et de coton se sont donc vus ponctionner de leurs revenus. Fait aggravant et pis, ces revenus n'ont pas servi à financer les investissements pour relever la production future, mais ils ont été utilisés pour importer les biens de consommation. Ceci, engendrant du coup une baisse spectaculaire de l'investissement de l'ordre de 9 pour cent, alors que le taux d'investissement par rapport au PIB qui au début des années 1970 était de 20 pour cent, chuta pour atteindre les 14 pour cent en 1975. Cette baisse de taux d'investissement a pesé durablement sur l'évolution économique du pays.

Amélioration des termes de l'échange : envolée des cours des matières premières de 1976 à 1978

Entre 1976 et 1978, le pouvoir d'achat du diamant a été multiplié par plus de deux et celui du café a presque quadruplé. L'euphorie naturellement née de cette envolée de prix, s'installa dans le pays, entraînant ainsi dans son sillage une forte accélération de la consommation publique et privée (dépenses exagérées pour le couronnement de Bokassa en 1976, augmentation du nombre des fonctionnaires), ces dépenses élevées suscitérent une forte demande en produits importés destinés à la consommation finale. Les dépenses d'investissement ont donc vu leur part s'amenuiser par effet d'éviction au profit des produits consommés importés.

Ainsi, on nota qu'au cours de cette période, la Centrafrique disposait d'une ressource abondante en devises, au lieu de l'investir pour préparer son avenir, elle s'est lancée dans la consommation des produits importés,³ compromettant immédiatement son futur proche économique, car le pays n'a su tirer profit de l'évolution favorable des termes de l'échange. Et, encore que les prix au producteur n'ont pas été incitatifs pour motiver les producteurs, ils eurent automatiquement des répercussions sur la production, entraînant indéniablement

la chute du volume à l'exportation, alors que les prix internationaux ont continué à flamber. Ce phénomène résume en quelque sorte toute l'inadaptation ou l'incohérence de la politique économique mise en œuvre, ou bien, témoignait de la pure navigation à vue de l'économie centrafricaine par les politiques.

Détérioration des termes de l'échange : récession de 1979 à 1983

Suite à une période d'euphorie qui n'a profité qu'à une frange de privilégiés, la masse paysanne a enregistré une baisse vertigineuse de son revenu, pour cause l'évolution non adaptée des prix aux producteurs. L'effet immédiat s'est traduit par une baisse sensible de la production agricole. La conséquence qui s'en est suivie est la stagnation de la production globale, parce que la valeur ajoutée du secteur agricole a enregistré une régression de plus de 1,5 pour cent par an.

D'un côté, le seul fait positif qu'on peut mettre en exergue au cours de cette période, est la reprise soutenue de l'investissement au rythme de 13,4 pour cent par an, puisque les bailleurs de fonds ont affiché de nouveau, leur volonté réelle de soutenir la Centrafrique (devenue crédible) dans son développement après qu'elle s'est débarrassée du régime Bokassa (système totalitaire et dictatorial).

De l'autre côté, la Centrafrique a souffert également durant cette période, de la détérioration prononcée des termes de l'échange consécutive à la hausse des prix du pétrole conjuguée avec la baisse des cours mondiaux des matières premières. Cette situation défavorable pour le pays qui est exportateur de celles-ci, a provoqué un creusement aigu de son déficit commercial, mais s'est légèrement atténuée à partir de 1981 suite à l'appréciation du dollar américain par rapport au FCFA.

Tentative de stabilisation de l'économie de 1983 à 1985 marquée par une faiblesse de la croissance économique

Après la période de contraction de l'économie qui s'est traduite par une baisse inexorable du revenu par tête, entraînant une réduction de l'activité, et ayant pour corollaire une diminution du bien être de la population, le gouvernement de l'époque a affiché une nette volonté par la mise en place d'une politique de stabilisation financière, de relance de la production par le développement de l'agriculture et de la remise en état de l'infrastructure nationale.

Pour encourager et relancer la production agricole, les prix aux producteurs du café et du coton ont été relevés, certains organismes d'encadrement des paysans ont été également restructurés. Pour couronner l'ensemble du secteur, plusieurs mesures ont été prises pour inciter les différents acteurs de la vie économique.

Malgré cette tentative de stabilisation, l'impact socio-économique de cette politique, resta mitigé, elle n'a pas apporté une amélioration notable. La croissance économique bien que supérieure à la période précédente, resta très médiocre et certains déséquilibres structurels continuèrent de persister.

D'une manière générale, la crise mondiale a également amplifié la baisse des cours des produits primaires. Couplée avec la sécheresse de 1983 et le gel des salaires des fonctionnaires, on a assisté à une contraction aiguë du revenu par habitant, à une amputation des dépenses publiques et à une diminution drastique des recettes de l'État.

L'État s'est donc trouvé confronté à la fin de cette période à de graves problèmes structurels qui ont inhibé cette tentative de stabilisation de l'économie, il s'agissait des problèmes liés à :

- la faiblesse de l'organisation et de la gestion de l'économie ;
- l'insuffisance des recettes publiques ;
- l'inefficacité de l'administration et des entreprises para-publiques ;
- la faible participation du secteur privé dans l'activité économique.

Persistance des déséquilibres structurels de 1986 à 1989

Pour pouvoir arrêter l'hémorragie, le gouvernement a mis en place une politique rigoureuse de gestion par :

- la réduction des déficits budgétaires et de la balance courante ;
- des politiques restrictives du crédit ;
- du relèvement des taux d'intérêt ;
- des mesures axées sur l'offre, visant à rétablir le potentiel de croissance.

Cette tentative a été compromise par des facteurs externes défavorables. Force est de constater que le déficit budgétaire n'a pas été résorbé en dépit d'une politique très stricte en matière des dépenses publiques (départ volontaire assisté de certains fonctionnaires). Les dépenses courantes par rapport au PIB, sont demeurées stables soit 13,2 pour cent en 1988 contre 13,3 pour cent en 1984. Et aussi que les recettes n'ont pas atteint le rythme souhaité, soit 12,3 pour cent en 1988 contre 14,2 pour cent en 1984.

Au niveau des échanges extérieurs, les résultats attendus ne sont plus guère satisfaisants. Le déficit commercial après une nette aggravation dans les années 1986 et 1987, est revenu à son niveau stable de 1984. En effet, les recettes d'exportation ont baissé de 33 pour cent entre 1985 et 1987, en raison des chutes des cours des matières premières. La conséquence de la convulsion des recettes à l'exportation, a généré la contraction des recettes publiques de près de 10 pour cent entre 1987 et 1988, une augmentation du service de la dette qui est passée de 13,2 pour cent à 18,3 pour cent du montant des exportations, et, de 26 pour cent à 33 pour cent des recettes intérieures.

En 1987, les arriérés extérieurs atteignirent 4,4 milliards de F CFA. La forte compression des exportations est due surtout aux facteurs extérieurs, et a eu comme résultat immédiat la déprime de l'activité économique, qui a contribué largement à la dégradation de la situation financière du pays : la croissance réelle

du PIB est restée relativement positive sur la période soit une moyenne de 1,5 pour cent par an, mais a enregistré une diminution du revenu par habitant de 1,2 pour cent en 1986 et 1,3 pour cent en 1987.

La situation financière de la RCA en 1989, était toujours marquée par la persistance de la convulsion économique dans tous les secteurs. Ceci, en raison de l'obstination des facteurs extérieurs défavorables. Les cours du café sont restés déprimés malgré une faible croissance du PIB, les recettes à l'exportation ont vu leur part s'affaiblir. Cela a contribué à retarder la réduction du déficit public engagée par le gouvernement. L'État s'est donc vu obligé de venir en aide à tous les secteurs déficitaires parce que l'économie était largement atteinte par le marasme.

La grande récession de 1990 à 1993

À l'instar de nombreux pays africains, après les discours de La Baule, au début des années 1990, la Centrafrique n'a pas échappé aux mouvements de revendication démocratique qui ont eu des effets défavorables sur les recettes de l'État, suite à un long et difficile processus de démocratisation, caractérisé par :

- des grèves répétitives dans la fonction publique et privée ;
- la quasi-paralyse de l'administration ;
- le ralentissement de l'activité économique ; et
- l'affaiblissement des finances publiques.

C'était une période de trouble marquée par l'affaiblissement des institutions étatiques et un relâchement dans la rigueur d'application des politiques économiques et financières. Une telle situation a donné un coup d'arrêt aux réformes structurelles amorcées par le pays. Le PIB a chuté d'environ 6 pour cent entre 1990 et 1993 ; les services de recouvrement des recettes se sont pratiquement effondrés. Face à la compression budgétaire, l'investissement public a vu sa part se réduire drastiquement, soit une diminution d'environ d'un tiers en trois ans.

Cette contre-performance économique est également due au fait essentiel des prix : le pouvoir d'achat des consommateurs (surtout les agents des fonctions publiques) s'était amenuisé voir presque inexistant, pour cause, qu'entre 1992 et 1993, les fonctionnaires ont accusé dix mois d'arriérés de salaires.

Amélioration de la compétitivité entre 1994 et 1995

À la sortie d'une période de graves récessions déclenchées par des tensions sociales et des crises politiques, le gouvernement a mis en place un programme visant à amorcer les bases d'une croissance durable. Ainsi, on a constaté qu'après la dévaluation du F CFA, intervenue le 12 janvier 1994, l'activité économique a fortement repris, grâce à l'amélioration de la compétitivité résultant de la nouvelle parité du F CFA et à la remontée des prix des produits de base sur les marchés mondiaux.

En 1995, on a noté également une augmentation des recettes de l'État, mais le niveau élevé des dépenses n'a pas empêché l'accumulation d'arriérés de paiement tant intérieurs qu'extérieurs.

Croissance compromise : troubles politico-militaires de 1996 à 1997

L'accroissement des retards de paiement des salaires au début de 1996, a provoqué le mécontentement d'une partie de l'armée nationale, on a du assister aux troubles militaro-politiques successives entre 1996 et 1997, qui avec leurs cortèges de destructions massives d'une grande partie du léger tissu économique, du pillage des biens publics et de la paralysie de l'administration, ont réduit sensiblement les progrès économiques.

En terme de performance, la croissance forte de 1995 (5,2 pour cent) s'est effondrée en 1996 (-7,5 pour cent en terme réel) avec un fort ralentissement de l'activité économique. La poursuite des désordres politico-militaires au cours de l'année 1997 a entraîné :

- une baisse considérable des recettes de l'État (en dessous de sept pour cent du PIB) ;
- l'accumulation des arriérés intérieurs supplémentaires (six mois de salaires non régularisés à la fin d'octobre 1997) ;
- un cumul des arriérés extérieurs (cessation du paiement des échéances envers la Banque mondiale à partir d'avril 1997) ; et
- l'arrêt quasi total du processus des réformes.

De ce fait, le pays a connu durant la période, malgré l'amorçage de la croissance entamé en 1995, des trous noirs en 1996. Ainsi au cours de cette année, l'économie centrafricaine a enregistré un revers important en affichant un taux de croissance réel du PIB de -7,5 pour cent. Beaucoup d'entreprises du secteur moderne ont été endommagées, produisant ainsi des pertes considérables d'emploi et également un énorme manque à gagner dans le budget de l'État. Les dégâts ont été estimés à plus de 41 milliards de FCFA et le ralentissement des activités économiques d'environ 40 pour cent. Par ailleurs, le secteur manufacturier a dû faire face aux difficultés d'approvisionnement en consommation intermédiaire, à la baisse de la demande intérieure et à la concurrence du secteur informel (suite au gonflement de son effectif par les salariés mis en chômage).

Cette situation a mis le pays dans une position difficile vis-à-vis des partenaires économiques et financiers, ne permettant pas ainsi à l'État d'honorer ses engagements tant sur le plan intérieur qu'extérieur. Plusieurs mois d'arriérés de salaires sont alors demeurés impayés. Dans un tel contexte, la faiblesse des capacités économiques et institutionnelles ajoutée au faible niveau de revenu par habitant, limitent le financement des investissements les plus élémentaires en capital physique et humain dont le pays a besoin.

Nouvelle reprise timide de l'économie de 1998 à 1999

Après les troubles socio-économiques de 1996 et 1997, les autorités centrafricaines ont poursuivi, en 1998, leurs efforts visant à restaurer une stabilité socio-politique durable, ainsi que la sécurité des personnes et des biens :⁴ conditions nécessaires pour le rétablissement de la crédibilité intérieure et extérieure, et, au maintien d'une croissance soutenue. Toutefois, les efforts ainsi déployés ont été limités dans leurs effets par un environnement international marqué par la baisse des cours, qui a affecté négativement les activités productives intérieures aussi que les comptes extérieurs et monétaires, tandis que les faiblesses internes ont pénalisé les finances publiques.

Le 21 juillet 1998, pour soutenir les efforts du gouvernement, le Conseil d'Administration du FMI a approuvé un programme triennal d'investissement (1er juillet 1998 au 30 juin 2001) au titre de FASR par un tirage global d'environ quarante (40) milliards de FCFA (soit 49,44 millions de DTS). Ce programme a pu bénéficier de l'appui de la Banque mondiale et de la BAD. Deux tirages de 8,24 millions de DTS chacun ont été effectués au cours de la première année de signature.

En 1999, suite à la baisse continue des cours mondiaux de la fibre de coton et, sur le plan intérieur, à la baisse de la production vivrière,⁵ la perte du pouvoir d'achat des ménages et à l'attentisme de certains opérateurs économiques dans le contexte du scrutin présidentiel, la politique économique et financière a été durablement mise à l'épreuve.

D'une manière générale, la République centrafricaine demeure confrontée, durant cette période, à de sérieux handicaps relatifs à la précarité des finances publiques liée à la faiblesse des recettes publiques, aux insuffisances administratives et financières, inhibant le développement du secteur privé, ainsi que l'aggravation des problèmes d'infrastructures sanitaires et sociales qui ne répondent plus aux besoins de la population.

Aussi, la stratégie d'ensemble du gouvernement dans le cadre de FASR était de réduire les déséquilibres macroéconomiques et de réaliser une croissance soutenue de la manière à réduire la pauvreté. C'est dans cette perspective que la plupart des actions des pouvoirs publics sont demeurées axées autour d'une finance publique rigoureuse et des réformes structurelles tendant à créer un environnement propice à l'expansion du secteur privé.

Crise d'approvisionnement en produits pétroliers, persistance des troubles socio-politiques et baisse continue des cours mondiaux des produits d'exportation entre 2000 et 2003

Après une bonne performance macroéconomique enregistrée en 1999, l'économie centrafricaine a connu une période difficile en 2000 et 2001. Cette période a été marquée par :

- les événements politico-militaires de mai et novembre 2001 qui ont accentué les problèmes de gouvernance ;
- la chute des prix des principaux produits exportés par la Centrafrique ;
- le non-approvisionnement en produits pétroliers ;
- l'envolée du prix de baril de pétrole ;
- les difficultés dans les pays voisins ayant engendré une augmentation des coûts de transport.

Suite à une croissance moyenne de 3 pour cent entre 1994 et 1999, le PIB n'a augmenté que de 1,5 pour cent environ sur la période 2000-2001. Le déficit du compte courant de la balance des paiements s'est accentué d'à peu près 4 pour cent du PIB. L'explication qui en découle est que le volume à l'exportation a baissé couplé avec la détérioration des termes de l'échange.

En 2002, la situation économique de la RCA a évolué dans un contexte marqué sur le plan international par la baisse continue des cours mondiaux des produits d'exportation (diamants, coton, bois tropicaux) et la dépréciation du dollar face à l'euro. Au plan interne, l'évolution économique a été caractérisée par deux phases :

- durant le premier semestre, des efforts de consolidation de la paix sociale ont été entrepris après les tensions socio-politiques de 2001 ; en avril 2002, des discussions avec les institutions de Brettons Wood au terme du programme de référence d'octobre 2001 à mars 2002, ont été entamées ; des améliorations dans le recouvrement des recettes budgétaires ont été observées et on a assisté à un retour progressif de la confiance des investisseurs ainsi que celle des partenaires extérieurs au développement, augurant ainsi une perspective d'amélioration des performances macroéconomiques ;
- au cours du second semestre, cette reprise a été interrompue par les tensions socio-politiques au nord du pays, suite notamment aux événements du 25 octobre 2002 ; le circuit d'approvisionnement en produits vivriers en provenance du centre-est vers Bangui, a été durement affecté.

Des édifices publics, des infrastructures de certaines sociétés industrielles comme la Société centrafricaine de développement de textile (SOCADETEX) ont été détruits, la campagne cotonnière ainsi que l'accentuation des tensions de trésorerie de l'État ont mis à mal la croissance entamée au premier semestre.

En définitive, en dépit d'une progression de la production vivrière et sylvicole et de la réouverture du trafic fluvial, les performances macroéconomiques ont été caractérisées par une faible progression de la croissance réelle, une accumulation des arriérés intérieurs et extérieurs par l'Etat, la persistance des déséquilibres budgétaires et extérieurs ont engendré une situation monétaire contrastée.

La faible progression de l'activité s'explique par le repli de la demande intérieure, particulièrement par la contraction de la consommation privée, qui constitua le principal frein. Parce que la décélération de la demande finale des ménages est due, d'une part, au recul global des revenus agricoles suite à la régression graduelle des prix des cultures de rente (coton, café, tabac) et du diamant qui engendra la chute de la production de ces produits destinés à l'exportation, et ce, en dépit d'un accroissement de la production vivrière. D'autre part, la chute du prix de vente de café, la diminution des prix unitaires d'achat de diamants au producteur ainsi que le versement des revenus aux producteurs de coton par la SOCOCA, ont réduit les ressources financières du monde rural. Cette situation a, par ailleurs, été accentuée par l'accumulation des arriérés de salaires des fonctionnaires et par les événements du 25 octobre 2002, qui ont paralysé les activités et entraîné des destructions de biens.

La situation macroéconomique de la République centrafricaine s'est sérieusement dégradée en 2003, marquée par une forte contraction de l'activité économique, la persistance des tensions inflationnistes, l'aggravation du déficit budgétaire et un net recul de la masse monétaire. Ces tendances résultent, d'une part, par la dépréciation du dollar face à l'euro et de la mobilisation insuffisante de ressources extérieures en liaison avec la reconnaissance internationale tardive du nouveau régime, et, d'autre part, par les contrecoups des événements du 25 octobre 2002 et du 15 mars 2003, qui ont pesé négativement sur l'ensemble de l'activité productive et ont accentué les tensions de trésorerie de l'État.

La RCA a été marquée durant cette période par la crise d'approvisionnement en produits pétroliers, l'envolée du prix du pétrole, l'instabilité politique avec notamment le coup d'état manqué du 28 mai 2001, les soubresauts d'après cet avènement par la tentative d'arrestation du chef d'état major des armées en novembre 2001, entraînant l'entrée en rébellion de celui-ci jusqu'à son accession au pouvoir le 15 mars 2003.

Les capacités de l'administration publique ont été fortement entamées par les conflits, les difficultés financières de l'État ont favorisé la corruption, affaiblissant davantage la capacité de l'État à faire face à la situation actuelle. Les conflits ont eu un impact massif sur l'économie centrafricaine et la situation sociale, qui, suite aux années passées, était déjà dans un état particulier de déliquescence avancé. La crise dans le secteur formel s'est approfondie, un grand nombre d'entreprises ont cessé leurs activités.

Au niveau de la demande intérieure, la consommation, tant publique que privée, et les investissements se sont contractés d'une façon drastique. La balance des paiements s'est dégradée augurant une baisse de la masse monétaire suite à la contraction de l'activité économique. La situation des finances publiques s'est fortement dégradée ayant comme corollaire l'accumulation des arriérés tant extérieurs qu'intérieurs. Cette détérioration des finances publiques est liée aux conflits, mais également aux faiblesses politiques et institutionnelles.

L'administration publique a été fortement endommagée par les événements, et le fonctionnement de l'État s'est désintégré dans la quasi-totalité du pays.

Notes

1. Les paysans méritants recevaient des médailles, des primes en nature ou bénéficiaient d'un voyage tandis que les récalcitrants étaient sévèrement punis par la loi. Il est également fait obligation aux paysans d'acheter des emblèmes nationaux (en plus de l'impôt de capitation et de cotisations aux coopératives), ceci était une sorte d'incitation-répression pour obliger les paysans à travailler plus pour obtenir un revenu monétaire.
2. La désorganisation, le manque d'expérience et le laxisme des nouvelles structures mises en place, donnèrent des piètres résultats.
3. Ce que l'on appelle le phénomène du syndrome hollandais.
4. Ce regain de confiance est également dû à la stabilisation, permise par les forces de l'ONU.
5. La stagnation de la demande globale due consécutivement à l'augmentation des arriérés de salaire dans la fonction publique a provoqué une décélération de la production intérieure (production vivrière et forestière).

